

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 8–11 février 2010

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2010/7-D/Add.1

3 février 2010

ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L' IPSR GUATEMALA 104570

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle (RMP): Mme R. Hansen tél.: 066513-2008

Spécialiste principal de la gestion des résultats, RMP: M. K. Owusu-Tieku tél.: 066513-3018

Spécialiste de la gestion des résultats, RMP: Mme M. Hassinen-Agoya tél.: 066513-3752

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

CONTEXTE

1. Ce document présente la réponse du Secrétariat aux recommandations formulées dans l'évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement 104570 au Guatemala.
2. Le Secrétariat reconnaît l'importance du soutien qui peut être apporté, sur le plan de l'analyse, de l'information et des conseils techniques, au travers des évaluations et des programmes conjoints. Conscient des défis à relever, le bureau de pays s'efforce de transférer progressivement la responsabilité de la fourniture de Vitacereal au Gouvernement du Guatemala, tout en participant à des actions en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains.
3. Les réponses détaillées du Secrétariat aux recommandations de l'évaluation sont présentées dans le tableau ci-après.



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L' IPSR GUATEMALA 104570**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>1. Maintenir, au niveau national, la capacité d'évaluer les besoins liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment en formant le personnel à participer à des évaluations rapides et à des forums techniques; et entretenir des relations avec le Gouvernement et les organismes des Nations Unies dans le but de concevoir des programmes multisectoriels conjoints visant à faire reculer la dénutrition aiguë et chronique dans le pays au moyen d'opérations alimentaires et non alimentaires.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Sous la conduite et avec l'appui du PAM, une enquête sur la nutrition et la sécurité alimentaire a été réalisée par le Humanitarian Network dans neuf provinces en octobre 2009. Une seconde enquête, comportant une composante formation, sera menée conjointement avec le Humanitarian Network dans sept provinces au début 2010.</p> <p>En 2010, dans le cadre de la nouvelle opération d'urgence, le personnel sera formé à l'évaluation rapide en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'au nouveau protocole de traitement au niveau local de la dénutrition aiguë.</p> <p>Le bureau du PAM au Guatemala établira un Atlas de la faim en exploitant les données de l'enquête nationale menée en 2008 sur la taille de tous les enfants de première année d'école primaire, en y incluant une analyse des déterminants de la dénutrition chronique par commune.</p> <p>Trois programmes conjoints des Nations Unies conduits par le PAM ont été élaborés afin de faire reculer la dénutrition chronique. Le PAM continuera à apporter une assistance technique au Gouvernement et aux acteurs des Nations Unies qui mettent en œuvre une stratégie interdisciplinaire de lutte contre la dénutrition. Enfin, huit ateliers sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la dénutrition chronique seront organisés dans le cadre du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (MDGF), au titre du module "Enfance, sécurité alimentaire, nutrition" élaboré par cinq organismes des Nations Unies.</p>	<p>Janvier 2010</p> <p>Juin 2010</p> <p>Avril 2010</p> <p>Novembre 2011</p>
<p>2. À la fin de l'IPSR, et conformément à la conception initiale de l'intervention, transférer au Gouvernement le volet Vitacereal inclus dans la Stratégie nationale de lutte contre la dénutrition chronique; et axer l'assistance sur la contribution à la réduction de la dénutrition chronique au moyen d'activités liant nutrition et sécurité alimentaire des familles rurales et urbaines.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le Gouvernement du Guatemala met déjà en œuvre la plupart des composantes de la Stratégie nationale de lutte contre la dénutrition chronique et fournit les ressources nécessaires.</p>	<p>Formulation conjointe avec le Gouvernement de la stratégie de transfert de responsabilité d'ici à fin 2010</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR GUATEMALA 104570**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>4. Continuer de promouvoir dans le pays l'utilisation du mélange Vitacereal comme aliment complémentaire adapté aux groupes ciblés dans les opérations multisectorielles à long terme; et continuer de faire évoluer la composition de ce produit conformément aux nouvelles normes applicables aux aliments enrichis, tout en maintenant son faible coût de production.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le bureau de pays a appuyé les efforts consentis par le Gouvernement pour renforcer la stratégie d'éducation des populations locales et optimiser ainsi l'utilisation du mélange Vitacereal dans les foyers. Il est possible de se procurer des supports d'information sur l'utilisation du mélange par l'intermédiaire de Nutrinet, un site interactif qui devrait passer sous la responsabilité du Ministère de la santé d'ici à fin 2010, selon les prévisions.</p> <p>Le bureau de pays organisera trois ateliers à l'intention du Ministère de la santé et des organisations non gouvernementales (ONG) locales sur l'utilisation du mélange Vitacereal et continuera de promouvoir l'emploi de ce produit ou de produits similaires dans le pays, en coopération avec le Gouvernement, les ONG, les universités, le secteur privé, etc.</p> <p>En 2008, le bureau de pays a modifié la composition du mélange de micronutriments de Vitacereal pour se conformer aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les aliments enrichis. La composition du mélange Vitacereal sera revue et modifiée sur la base des spécifications techniques du PAM, et en tenant compte également de la nécessité de produire à faible coût.</p>	<p>Décembre 2010</p> <p>Décembre 2010</p> <p>En continu (premier rapport en décembre 2010)</p>
<p>5. Rechercher les moyens d'améliorer le processus de consolidation des données collectées, afin de permettre une analyse permanente du contexte opérationnel, d'optimiser les systèmes de suivi et de réaliser des comparaisons annuelles de manière à mesurer les progrès accomplis sur des questions telles que le rapport coût-avantage, la couverture des activités et les mécanismes de collaboration avec les partenaires.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>La recommandation est acceptée. Le PAM procédera à une évaluation d'impact à partir des données recueillies lors de l'enquête nationale sur la santé maternelle et infantile effectuée en 2009. La Banque interaméricaine de développement (BID) a proposé d'appuyer cette initiative.</p> <p>Le Ministère de la santé réalise actuellement une enquête nationale sur les micronutriments avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, de l'OMS et du PAM, de la Food and Nutrition Foundation of Central America and Panama (FANCAP, financée par la BID) et de l'Agency for International Development (États-Unis) (USAID).</p>	<p>Novembre 2010</p> <p>Octobre 2010</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L' IPSR GUATEMALA 104570**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
6. Envisager l'élaboration d'une stratégie de financement pour des programmes de grande ampleur (par exemple ceux d'un coût total supérieur à 20 millions de dollars) qui tienne compte de l'analyse du contexte effectuée par le bureau de pays, le bureau régional et le Siège, et détaille les contributions susceptibles d'être mobilisées.	Bureau régional	Une stratégie de financement a été mise en place. Durant le processus d'approbation d'un projet, la Division des relations avec les gouvernements donateurs précise les perspectives de financement, qui font ensuite l'objet d'une discussion lors de l'examen du projet. La note pour le dossier transmise au Comité d'examen des projets doit en principe faire état de ces perspectives de financement, sachant toutefois que celles-ci reposent sur un ensemble complexe d'informations et qu'il est donc possible que le niveau effectif de financement d'un projet diffère de cette estimation initiale.	Mise en œuvre terminée
7. Faire un meilleur usage du cadre logique comme outil de programmation pendant la conception et le suivi de l'intervention, en laissant la possibilité de le modifier afin de l'adapter au programme en cours d'exécution.	Division des programmes (ODX), bureau régional et bureau de pays	La recommandation est acceptée. Les conclusions des évaluations et d'autres expériences d'ODX portent à croire que certains effets directs du Cadre de résultats stratégiques du PAM pourraient se situer à un niveau supérieur, ce qui freine le suivi du projet. Le PAM continuera d'examiner cette question et apportera les ajustements nécessaires lors du prochain examen du Cadre de résultats stratégiques, s'il y a lieu.	En continu